



Organisation des Nations Unies

Transcription de la conférence de presse du Secrétaire général adjoint des Nations Unies aux Opérations de paix, Jean-Pierre Lacroix, le 20 septembre 2024 à Goma

La conférence de presse était animée à partir de Goma par M. Jean-Pierre Lacroix, Secrétaire général adjoint des Nations Unies aux Opérations de paix.

Secrétaire général adjoint des Nations Unies aux Opérations de paix [Jean-Pierre Lacroix] :

Bonjour, merci de vous être joints à nous. Laissez-moi peut-être commencer par faire quelques commentaires. Alors tout d'abord sur la visite elle-même. J'ai commencé cette visite à Kinshasa où je me suis entretenu avec les autorités, le président de la République, la Première ministre et quelques ministres dont la ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, Vice-Premier ministre, ministre de la Défense qui était en train de partir, c'était à l'aéroport. Nous avons aussi rencontré les partis politiques, également la Communauté diplomatique, bien sûr, les collègues de la MONUSCO et aussi les leaders religieux. Après, nous sommes allés à Goma, où j'ai rencontré le gouverneur de la province. Nous avons aussi évidemment rencontré, ici, j'ai rencontré les collègues de la MONUSCO.

Et nous sommes d'ailleurs en entretien avec la société civile ici à Goma. Ensuite, nous sommes allés en Ituri, donc à Bunia, à nouveau [avons eu des] entretiens avec les autorités provinciales, puis ce matin, visite dans un site à Tchomia. Où, outre les rencontres avec les communautés, la société civile, évidemment, les éléments de la MONUSCO qui sont présents sur place, nous avons visité un projet de diminution de la violence communautaire. On pourra peut-être en parler tout à l'heure. Voilà en gros les quelques éléments du programme de la visite. Maintenant, nous avons aussi rencontré la SAMIDRC. C'est très important, merci de me le rappeler et le Mécanisme ad-hoc de vérification, donc dans le cadre de la vérification du cessez-le-feu conclu le 30 juillet dans le cadre du processus de Luanda.

Ce qui m'amène d'ailleurs, ça fournit une transition pour parler du contexte de cette visite puisqu'il y a plusieurs éléments de contexte, comme à chaque fois qu'ils sont spécifiques. Le premier élément de contexte, c'est précisément le processus de Luanda, qui est un processus que nous soutenons totalement. Et pour lequel d'ailleurs nous rendons aussi hommage aux efforts de la facilitation angolaise. Nous soutenons ce processus à la fois diplomatiquement, par nos déclarations, par nos expressions de soutien, mais aussi de manière très concrète avec le soutien, l'expertise quand elle est sollicitée de la MONUSCO, mais aussi le soutien que nous avons engagé au Mécanisme de suivi et de vérification du cessez-le-feu qui, comme vous le savez, sera renforcé dans les semaines à venir.

Alors ce processus, comme je l'ai indiqué, a produit un résultat avec le cessez-le-feu conclu le 30 juillet. J'ai entendu de la part de la plupart de mes interlocuteurs qu'il a conduit à niveau à une baisse du niveau de la violence dans les zones affectées par les conflits avec le M23. Il y a certainement davantage à faire. La violence ça n'a pas complètement disparu, mais enfin c'est un premier progrès et ce qui est

Contacts : Ndeye Khady Lo, Porte-parole, ndeye.lo@un.org, portable : +243 997068227

Lieutenant-Colonel Kokouvi Mensah Kedagni, Porte-parole militaire, monusco-hq-mpiochief@un.org, tél. +243 81 890 31 78, portable : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations médias, lukokiikola@un.org, portable : +243 81 890 77 06



Organisation des Nations Unies

important dans ce contexte, c'est de continuer à tout faire et c'est ce que nous faisons et ce que nous voulons faire pour que, à la fois le cessez-le-feu évidemment soit le plus respecté possible, mais aussi que le processus de Luanda puisse continuer et progresser dans la direction souhaitée, dans la direction de la paix. Donc ça, c'est le premier élément de de contexte.

Le deuxième élément de contexte c'est que vous le savez sans doute, nous avons reçu du Conseil de sécurité d'ailleurs à notre demande, mandat de soutenir davantage la Force de la SADC, la SAMIDRC avec les moyens de la MONUSCO, notamment dans des domaines qui correspondaient aux souhaits exprimés par la SADC, c'est-à-dire le soutien logistique, y compris en matière de transport, le soutien médical. Et aussi le partage d'informations et de renseignements.

Donc j'ai rencontré le commandant de la Force SAMIDRC et nous sommes convenus de faire avancer le plus vite possible la concrétisation de ce soutien tel qu'il a été mandaté par le Conseil de sécurité. Evidemment [il y a] un certain nombre de détails à mettre en en place, à préciser, mais en tout cas, c'est la direction suivie et nous nous sommes résolus à soutenir la SAMIDRC, sachant que c'est une force de la SADC et de même les efforts dans le cadre du processus de Luanda, c'est un ce sont des efforts de la SADC. L'Angola comme vous le savez évidemment est membre de la SADC, il y a une complémentarité entre ces deux volets du soutien qu'apporte cette organisation régionale aux efforts de paix en République démocratique du Congo, à l'Est du Congo.

Par ailleurs, le troisième volet ou le troisième élément de contexte important, c'est le fait que, à la fin de l'année, la question d'extension du mandat de la MONUSCO va être examinée au Conseil de sécurité. Dans cette perspective, et comme d'habitude, nous devons préparer avec la MONUSCO, le rapport du secrétaire général au Conseil de sécurité. Vous savez que nous avons conclu avec le gouvernement l'année dernière un plan de désengagement de la MONUSCO qui prévoyait une première étape, celle du Sud-Kivu, et puis qui prévoyait ensuite que le processus ferait l'objet de consultations régulières et d'état des lieux avec le gouvernement congolais.

Comme vous le savez, le retrait du Sud-Kivu a été réalisé. Il nous appartient de tirer les leçons de la manière dont s'est fait ce retrait. Je veux dire que la MONUSCO a fait beaucoup d'efforts pour le conduire dans les temps prescrits, ce qui n'était pas facile. De leur côté, les autorités congolaises ont fait aussi des efforts pour faire en sorte que ce retrait se passe dans les meilleures conditions possibles. Il y a des leçons à tirer, je l'ai indiqué. Qu'est-ce qui s'est bien passé, qu'est-ce qui a bien marché, qu'est-ce qui pourrait faire l'objet de d'amélioration ? Tout ça, nous allons le regarder ensemble avec les autorités congolaises.

Pour ce qui concerne la suite du processus, eh bien la MONUSCO va engager très rapidement un exercice conformément au plan de désengagement avec les autorités congolaises. Bien sûr, nous avons parlé de cette question avec les autorités. Je crois que ce que l'on peut dire, c'est que nous avons entendu de la part des autorités des attentes vis-à-vis de la MONUSCO, du rôle qu'elle est encore appelée à jouer dans la période à venir. Ça ne veut pas dire que l'esprit du désengagement doit, ne plus nous inspirer, ne plus nous guider parce que nous pensons tous, et d'ailleurs évidemment les autorités en



Organisation des Nations Unies

sont d'accord, que l'objectif de rester le désengagement puisque l'objectif de rester, de créer les conditions dans toute la mesure du possible pour que le désengagement de la MONUSCO soit possible. Mais il est certain que nous sommes actuellement dans une phase d'évaluation et de consultation avec les autorités congolaises.

Et lorsque nous avons discuté de ce sujet avec les autorités congolaises, d'abord, je l'ai dit, nous avons d'abord entendu des attentes quant au rôle sur le terrain qui est encore demandé et attendu de la part des autorités congolaises. Nous avons aussi, je pense, commencé à esquisser, je dirais, un accord assez général sur le fait que des modalités et des étapes futures du désengagement pourraient prendre une forme différente de ce qui a été fait au Sud-Kivu, et notamment peut-être une approche, une province, une autre province, puis une 3e province, ne sera pas forcément suivi pour la période à venir. En tout cas, j'ai déjà indiqué à la presse que cette date, qui d'ailleurs a toujours été plutôt une rumeur, que quelque chose de réel et encore moins quelque chose d'acté, cette date un peu fantasmée selon laquelle au 31 décembre 2024 la MONUSCO aura quitté le Congo. J'ai tenu à dissiper totalement cette rumeur. D'autant plus que, encore une fois, ça n'a jamais été acté, ni par les autorités, ni par nous-mêmes, ni par le Conseil sécurité. D'ailleurs, nous sommes mi-septembre.

Encore une fois, nous sommes aujourd'hui dans une phase de consultation qui a commencé il y a peu, parce que le gouvernement était nommé, est entré en fonction en juin et il avait évidemment dans les semaines qui ont suivi son entrée en fonction, des priorités immédiates. Donc ces consultations ont commencé il y a peu, mais nous allons les intensifier et donc nous verrons évidemment plus en détail ce qui est attendu de nous de la part des autorités congolaises. Et en fonction de cela, nous verrons comment il nous appartient peut-être d'esquisser les prochaines étapes. Et aussi de vérifier de penser à la meilleure allocation de nos ressources en fonction des besoins, des besoins actuels mais aussi des évolutions qui peuvent se produire s'agissant tant de la situation sécuritaire, de la situation humanitaire mais aussi, bien sûr, de l'évolution du processus diplomatique.

Voilà peut-être en quelques mots, ce que je voulais vous dire. Peut-être deux choses enfin. Bien entendu, la situation humanitaire reste très préoccupante et il suffit de faire quelques kilomètres de sortir de Goma pour voir ce que nous avons fait de près, ce qu'il en est. Et bien sûr, nous avons une responsabilité de protection des civils dans toute la mesure de nos moyens, que nous voulons continuer à exercer. Vous le savez, les attentes sont souvent disproportionnées par rapport à ce que nous pouvons faire. Mais enfin, il y a, je l'ai souvent dit, des centaines de milliers de civils qui sont protégés par, en tout cas avec le soutien de la MONUSCO, avec le soutien des agences humanitaires des Nations Unies. Et il y a un problème de financement du soutien humanitaire qui n'est malheureusement pas propre à la RDC, mais qui est également aiguë en ce qui concerne la République démocratique du Congo. Je voulais dire que, à la suite de ce voyage, évidemment, moi et tous et tous nos collègues, nous allons redoubler de plaidoyer pour faire en sorte que l'aide humanitaire ait des fonds alloués à cette aide humanitaire soient renforcés.

Enfin, et dernière chose, je disais, les situations non seulement évoluent selon les provinces, selon les territoires, mais elles sont très différentes aussi. Et on peut s'en rendre compte lorsque, comme je l'ai



Organisation des Nations Unies

fait, en visite en Ituri où il y a aussi des défis, mais des défis d'une nature différente. Et je crois que c'est cela qui doit vraiment nous inciter à réfléchir très en détail avec les autorités congolaises sur la meilleure manière d'approcher l'évolution, bien sûr, à terme, le désengagement ou la poursuite du désengagement de la MONUSCO. Voilà, merci de votre attention et j'attends vos questions.

Question 1

Papy Okito/ Echo d'opinion : Monsieur Lacroix, non loin l'esprit de penser que vous venez à Goma en tourisme parce que ce n'est pas la première fois que vous êtes à Goma et la situation que vous avez laissée, il y a une année ou quelques mois, n'a pas changé. Est-ce que vous faites réellement le rapport de ce que vous trouvez sur le terrain au niveau des Nations Unies, parce que vous êtes quand même un haut cadre et un haut responsable des Nations Unies pour que cette situation ne puisse pas encore durer ici au Nord-Kivu, voilà la question qui nous préoccupe.

Question 4

Austère Malivika/ VOA Swahili: Je veux poser trois questions en anglais: What are you planning to do in collaboration with the government of the République démocratique Congo to address the issue of famine and the issue of the refugees? Secondly, is the UN involved in the ceasefire negotiations between Rwanda and the République démocratique of Congo in Luanda. The third, what is the core of the UN mandate in peacekeeping mission in DRC?

Question 3

Fiston Issemwami/ Voix de l'Amérique Lingala : Vous avez dit que vous avez eu à rencontrer les autorités, notamment le commandement de la SAMIRDC. Vous avez vu certaines informations qui ont circulé telles qu'il y aurait des forces qui sont venues ici pour soutenir la SAMIRDC, quand bien même la population s'oppose à cette force ? Souvenez-vous, lors de l'EAC, ces forces étaient dans les Forces de l'EAC, malheureusement, ces forces ont été finalement rapatriées chez elles puisqu'elles n'ont pas pu effectuer leur mission comme il se doit. Et vous, qu'est-ce que vous en pensez ? Quelle est votre position ? Merci.

Secrétaire général adjoint des Nations Unies aux Opérations de paix [Jean-Pierre Lacroix] :

Alors pour ce qui concerne la première question, je dis que par rapport à l'année dernière, la situation sur le terrain elle est ce qu'elle est. Bien sûr, vous la connaissez tous. Je ne reviendrai pas là-dessus.

D'abord, ce qui est important, c'est qu'il y a des efforts diplomatiques qui sont crédibles et qui continuent d'avancer. On a vu lors de la dernière réunion des ministres rwandais et congolais à Luanda, qu'il y avait encore du travail à faire. Mais j'ai entendu des autorités congolaises et aussi des autorités de la facilitation angolaise, une détermination à continuer le processus. Je n'ai pas eu de contact avec les autorités rwandaises à ce stade, mais enfin, je crois qu'il y a une dynamique pour continuer le processus. Alors c'est important parce que à la fin des fins des situations de ce genre, elles ont besoin de la dimension diplomatique, elles ont besoin de la dimension diplomatique, il n'y a pas de situation



Organisation des Nations Unies

militaire à cette situation. Il est important d'avoir une présence de sécurité renforcée et c'est le cas de la SAMIDRC. Ça aussi c'est un élément nouveau. Et on la voit patrouiller déjà et contribuer à la protection des personnes notamment dans les zones de Goma et Sake que j'ai visitées.

Donc, il y a une mobilisation qui s'est intensifiée de des partenaires internationaux et ça c'est important. Ça doit nous inciter justement à poursuivre nos efforts et à renforcer la collaboration, la coopération, la synergie entre tous ces partenaires qui vont tous dans la même direction.

Les efforts de la SADC, les Nations Unies, le travail que nous faisons avec les autorités congolaises. Alors oui, évidemment, quand on voit le nombre de déplacés et leurs besoins humanitaires-, j'ai parlé de la nécessité de renforcer de l'humanitaire-, évidemment qu'il y a beaucoup plus à faire. Mais ce que je veux vous dire, c'est que on sent quand même que la RDC n'est pas seule, il y a des difficultés, il y a aussi du travail à faire et tout le monde le reconnaît qu'après les autorités, du côté des Congolais eux-mêmes, à la fois un dialogue congolais qui doit compléter le dialogue au niveau des capitales. Notamment pour faire enfin avancer le P-DDRCS, désarmement et la réintégration des combattants, leur réinsertion. Il y a du travail à faire de ce côté-là, bien sûr, mais la RDC n'est pas seule.

Et je dois aussi ajouter qu'il y a quelque chose qui me frappe, c'est que pour la plupart des situations de conflit, le Conseil de sécurité, les membres du Conseil de sécurité sont divisés. Vous le savez, il y a les divisions entre les membres permanents, les États-Unis, la Chine, la Russie, les Occidentaux, sans parler des d'autres types de divisions. Et je trouve que le Conseil de sécurité est uni s'agissant de la République démocratique du Congo. Alors bien sûr, ça peut si vous ne parlez à personne déplacée, ça peut paraître lointain, mais c'est aussi important. Il y a des motifs d'espérer. Je ne vais absolument pas minimiser les défis.

[Réponse en anglais]:

You were talking about the planning to address the IDPs, I believe that it is in line with what I was saying in relation to the various efforts and processes. We need to have more humanitarian assistance provided to the IDPs, internally displaced persons, but I am essentially talking about IDP's and as I indicated that, and I think it's important to step up the advocacy for more support for financial resources to elementary assistance.

But then the other thing is that we have to create jointly with our partners, DRC authorities, the other partners such as the SAMIDR, SADC Force and also, we need to work with the ceasefire monitoring and verification mechanism, which is now up and running in the DRC. We have to work with all these partners so that we create the condition for them to return. Now I think all what I said about this process they're currently there, the partnership, you know, the increased presence in the ground, all of this, I believe, has to contribute, does contribute to creating those conditions for displaced persons to return. I'm talking about North Kivu. I think we have slightly different conditions in Ituri, where you know we're talking more about the tension, of course, is the background of exploitation of natural resources and there are in some areas actually we already have potential conditions to support the



Organisation des Nations Unies

return of IDP's and we have been discussing that with the governor of Ituri and our view is that we need to, whenever there is a possibility for the displaced persons to return and there has been because the number I was told by the spokesperson in the two years have gone down from 1.8 million to 1.3. That's significant because still 1.3 million persons to make sure that they will return to their places. But that's what we would like to see where we have the opportunity to move forward and help these people to return to their home.

I think [the other] question was whether the UN was involved in ceasefire negotiation in Luanda, we support it, but this is a negotiation between Rwanda and the DRC with the active facilitation of Angola. I told you we have been committing ourselves to support the ceasefire monitoring and verification mechanism. So, we will be actively involved in supporting the operationalization of the ceasefire agreement and if there is anything else that is asked from us, asked by the Angolan facilitation there, we will certainly be forthcoming. Now, I'm not saying we can do everything that could be expected from us, but we will be certainly forthcoming.

Question was about the mandate that we have. I think it's very simple. All of this is very long mandate but that we can summarize it. We're about protection of civilians. We're about supporting the peace efforts. We're about supporting strengthening the expansion of the state present, the state capacities, and we're about making sure that to the best of our ability, we monitor and report on the violation of human rights, which is very important component. And we're also about, of course, supporting humanitarian assistance, I think these are, more or less the main area.

Now about Kenya, I think this is a typical example of..., pardon, je parle en français. C'est un exemple de désinformation. Parce que, oui, il y a des troupes kenyanes dans la Force de la MONUSCO, en l'occurrence, elles sont dans la FIB, Force Intervention Brigade. Il y a en tout une compagnie des Kenyans, ce qu'on appelle une QRF, Quick Reaction Force, [avec] environs 150, 170 Kenyans. Ils sont là depuis très longtemps, ils ont fait une rotation, comme régulièrement les soldats ne restent pas 3 ans ou 4 ans toujours les mêmes sur le terrain, il y a eu une rotation. Voilà ce qu'il en est en ce qui concerne le Kenya. Et je voudrais dire que nos troupes kenyanes comme les autres, ce sont des casques bleus. Ils travaillent sous l'autorité des Nations Unies, sous commandement des Nations Unies.

Et je voudrais ajouter une chose, c'est que dans le cadre de tous ces efforts de paix dans la région, je pense qu'il est aussi important de travailler pour renforcer ou restaurer la confiance entre les partenaires régionaux. Je sais que c'est difficile, évidemment d'ailleurs, c'est encore plus difficile pour ce qui concerne les voisins immédiats, bien sûr. Mais à la fin des fins, la paix durable passera aussi par la restauration de la confiance. Je pense qu'il n'est pas important d'exacerber en tout cas une situation où effectivement il y a une détérioration de la confiance entre partenaires régionaux.

Question 4

Samuel Abiba/ CGTN Français et BBC Swahili : Ma question est de savoir, vous avez tous les rapports, vous étiez encore ici au mois de février. Pourquoi les sanctions ne tombent pas sur le Rwanda, alors que vous avez tout comme rapport ? On était ici encore dans cette salle avec



Organisation des Nations Unies

le général Benoît Chavannah qui avait alerté sur l'entrée de l'armée rwandaise, qui avait annoncé qu'ils se comportent bien sur le terrain, ce ne sont pas des miliciens, ce n'était pas un jeu. Pourquoi des sanctions ne tombent pas sur Le Rwanda ?

Et la deuxième question, nous sommes à Goma, c'est une ville volcanique. Le volcan depuis un moment n'est pas surveillé. Il y a les équipes de la MONUSCO qui appuyaient les équipes de la RDC pour surveiller le volcan qui se situe dans les zones rouges. Comment est-ce que la MONUSCO peut [apporter] son appui à cela parce que ça dérange la province et la ville de Goma ?

Question 5

Blaise Basabose/ Kivu Morning Post : quelle est votre réaction par rapport aux attaques récurrentes et la question sécuritaire dans la province de l'Ituri qui continue à se détériorer de plus en plus, mais qui semble être oubliée aujourd'hui ?

Question 6

Alain Uaykani/ Agence Chine nouvelle & Al Jazeera : le mandat de la MONUSCO était et continue celui de la neutralisation des groupes armés. Mais les choses ont évolué dans ce pays comme vous le savez. Aujourd'hui, vous dites que vous allez soutenir SAMIDRC, est-ce qu'aujourd'hui, vous savez que la SAMIDRC aux côtés de l'armée congolaise qui combat contre plusieurs groupes armés dont le mandat était de les neutraliser. Et la MONUSCO en a payé beaucoup de prix depuis plusieurs années pour essayer de neutraliser ces groupes armés. Mais aujourd'hui vous vous retrouvez aussi dans la situation où vous devez vous battre, vous devrez soutenir les forces en présence. Est-ce que cela vous dérange ? Est-ce que la MONUSCO n'est pas dans une situation un peu inconfortable aujourd'hui en RDC ?

Secrétaire général adjoint des Nations Unies aux Opérations de paix [Jean-Pierre Lacroix] :

Les sanctions d'abord, nous, nous sommes le secrétariat, sont décidées pour ce qui concerne les Nations Unies par les Etats membres. Donc, je ne peux pas me prononcer là-dessus, il faut poser la question aux Etats membres. Maintenant, le Conseil de sécurité, si vous regardez les résolutions, s'est exprimé à la fois nettement pour condamner les groupes armés, le M23, a appelé à la fin du soutien extérieur. Il a quand même été, je crois, assez explicite sur le sujet.

En ce qui concerne le volcan, nous en avons parlé. Je vais peut-être laisser la parole aux collègues. Parce que je sais qu'il y a des efforts qui sont faits pour éviter que cette situation de non-surveillance se prolonge.

L'Ituri n'est pas oublié, puisque la question porte sur les attaques, une des choses que nous avons faites là-bas, c'est de remettre un certificat de reconnaissance pour courage, service exceptionnel à un des commandants de la Force de la MONUSCO là-bas. Parce que récemment, nos contingents précisément ont repoussé avec l'opération des FARDC, un groupe qui avait engagé une attaque dans



Organisation des Nations Unies

le territoire de Djugu en l'occurrence. Et les résultats ont été probants puisque l'attaque de ce groupe a été repoussée.

Alors, la situation reste caractérisée par des tensions, des attaques certes, qui se produisent de manière trop fréquente. Mais c'est que je peux vous dire c'est que d'abord nous avons une très bonne collaboration là-bas avec les autorités provinciales. Un travail conjoint avec les FARDC qui se passe très bien. Quand nous étions justement à Tchomia, nous avons rencontré la société civile, la communauté, les acteurs de paix qui nous ont tous demandé de rester. En l'occurrence, ils pensaient à la fois à la MONUSCO d'une manière générale en Ituri, mais ils pensaient aussi à la présence qui avait été déployée dans ce territoire. Donc, il y a, je pense en tout cas, une bonne convergence des objectifs et une bonne compréhension mutuelle entre non seulement les autorités provinciales mais aussi les communautés qui je crois, voient ce que nous faisons. Je rappelle qu'en Ituri, il y a de nombreux camps des personnes déplacées qui sont exclusivement protégés par les Nations Unies, la MONUSCO et les collègues humanitaires. Et comme je l'ai dit tout à l'heure, il ne s'agit pas de les cantonner éternellement dans des camps des déplacés, il s'agit de faire en sorte qu'ils puissent rentrer. Et nous pensons qu'il y a dans certains cas des possibilités de faire avancer ce processus.

En ce qui concerne la question portant sur la SAMIDRC, elle n'a pas tout à fait fini mais, elle a bien avancé son déploiement mais c'est encore assez récent le niveau de déploiement qu'elle a atteint. Nous, nous avons eu assez récemment, ce mandat de renforcer notre soutien. Nos relations sont bonnes même très bonnes. L'engagement mutuel que nous avons réaffirmé avec le commandant de la Force va se concrétiser par un travail très, très détaillé. Parce que nous savons très bien ce qu'attend de nous la SAMIDRC. Elle nous a fait passer une liste des besoins très complète. Je ne dis pas qu'on pourra tout faire mais je le dis solennellement, on fera le maximum. Parce que nous pensons que cette synergie est importante. Et donc, il n'y a pas de difficulté particulière dans ce domaine mais je pense que nous devons précisément aboutir à la meilleure synergie possible, à la meilleure valeur ajoutée possible de ces présences qui sont complémentaires : MONUSCO, SAMIDRC sans oublier naturellement les FARDC.

Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général chargée de Protection et des Opérations [Vivian Van de Perre] : Par rapport au volcan, les experts de la MONUSCO surveillent de très près les deux volcans et les activités. Nous le faisons en étroite collaboration avec les autorités nationales. Pour le moment, il n'y a pas de préoccupation. Nous continuons à effectuer ce travail qui est un élément très important du travail que nous faisons pour la protection des civils autour de Goma.

Question 6

Zachée Mathina/ Agence Congolaise de Presse : Ma première question, quelle est la position des Nations Unies face à la persistance des groupes armés ou des conflits armés à l'Est de la République démocratique du Congo, malgré la présence de la MONUSCO depuis plusieurs années ?



Organisation des Nations Unies

La deuxième question, quelles sont les actions concrètes menées par la MONUSCO ou les Nations Unies pour lutter contre les groupes armés qui continuent à déstabiliser la région ? Merci.

Question 7

Isaïe Tsongo/ Radio Grands Lacs pleine évangile : Alors, la MONUSCO est en plein processus de retrait en République démocratique du Congo, plus de 20 ans après. Est-ce que, parce qu'elle a atteint la mission pour laquelle elle a été déployée ou bien, c'est pour dire qu'elle a échoué et qu'elle décide de rentrer chez elle ?

Question 8

Gabriel Kashugushu/ Agence Congolaise de Presse : Je voulais savoir, si on vous demande d'évaluer la mission de la MONUSCO, quelle note donneriez-vous à cette mission ? Et s'il faut recommencer, par où vous pourriez recommencer ? Qu'est-ce que vous allez changer exactement ?

Secrétaire général adjoint des Nations Unies aux Opérations de paix [Jean-Pierre Lacroix] : Alors, sur la persistance des conflits armés depuis plusieurs années. Et je pense, la question était aussi les actions [très concrètes]. Je viens de mentionner une action très concrète qu'il y a eu des résultats très concrets en Ituri. Je pourrais en mentionner d'autres. Je pense qu'il faut aussi que les journalistes que vous êtes, et dans toute la mesure du possible, l'occasion d'aller voir avec nous sur le terrain. Alors, évidemment, je sais que ce n'est pas toujours très facile, mais il faut aller voir sur le terrain à la fois les zones où les populations sont protégées, parler avec elles, s'entretenir aussi avec nos collègues militaires, nos collègues civiles. Je pense que vous pourriez voir concrètement ce que je vous explique. C'est-à-dire qu'il y a le travail de protection, le soutien à l'action [humanitaire].

Encore une fois, est-ce que c'est toujours, comment dirais-je, à la hauteur des attentes ? Non, c'est vrai, ce n'est pas toujours à la hauteur des attentes parce qu'il y a d'abord une question de ressources, mais il y a aussi un contexte. En l'occurrence, pour ce qui concerne le petit Nord, que vous connaissez bien, avec un groupe armé important, soutenu par un pays voisin, et donc une situation qui s'est dégradée.

Mais, si vous posez la question des actions concrètes, je crois que, encore une fois, il est important de dire qu'il y a des dizaines, des centaines de milliers de personnes dont la protection dépend des Nations Unies. Il y a des actions qui sont conduites, y compris en utilisant la force pour contrer les groupes armés. Il y a aussi, dans des zones très difficiles, le maintien d'une présence des Nations Unies, et aujourd'hui, y compris de la Force. Il y a le soutien dont j'ai parlé aux partenaires et il y a le partenariat avec les FARDC. Et tout cela fait que les autorités avec lesquelles, encore une fois, je me suis entretenu à Kinshasa, mais aussi des autorités provinciales, quand on parle de l'évolution de la MONUSCO, elles disent d'abord ce qu'elles attendent de la MONUSCO.

Le désengagement, c'était un objectif et elles [les autorités] sont d'accord avec cet objectif. Mais ce que nous entendons d'abord, c'est comment pouvons-nous continuer à travailler ensemble dans la période à venir ? Je pense que c'est ça qu'il faut retenir. Et nous verrons dans le détail, encore une fois, je ne



Organisation des Nations Unies

peux pas donner plus de précisions sur les évolutions du processus de désengagement parce que ça dépendra des discussions que nous aurons avec les autorités. Et ensuite, le Conseil de sécurité a évidemment son mot à dire puisque c'est, en définitive, celui qui décide du périmètre et des paramètres généraux du mandat de la MONUSCO.

Non, c'est peut-être déjà une réponse à la question sur [le procès de retrait]. La MONUSCO n'est pas en plein processus de retrait. Parce que la manière dont vous formulez la question suggérerait que la seule chose qui nous préoccupe, c'est le retrait. La seule chose qui préoccupe les collègues, c'est de continuer à faire du mieux possible leur travail dans les différents domaines. Il y a un plan de désengagement. Je le répète, il y a une première étape, le Sud-Kivu, et le plan ne prévoyait que cette première étape. Le reste, comme je vous l'ai dit, il le laissait aux consultations à venir avec les autorités en fonction de la situation, en fonction des besoins, de l'évolution, des processus diplomatiques, [de la] situation sécuritaire et autres. Donc c'est ça qui est aujourd'hui au centre de nos préoccupations. Je pense, que je vais m'arrêter là parce que la question sur l'évaluation de la MONUSCO, c'est la même que la question sur les actions concrètes.

Bien sûr, nous aspirons tous à une paix durable. La MONUSCO ne peut pas, en elle-même, l'amener. La MONUSCO est un outil qui a une valeur ajoutée, même s'il faut toujours faire mieux. Mais il faut le concours des Congolais. Évidemment, on a parlé des groupes armés, on a parlé de la nécessité, dans le contexte, précisément des efforts pour désarmer les groupes armés, de la nécessité d'un dialogue intercongolais, de processus de réconciliation qui sont si fondamentaux. Il y a aussi les partenaires, j'ai mentionné la SADC, les efforts SAMIDRC, la médiation et la facilitation angolaise. Il y a les autres partenaires aussi. Un certain nombre, j'ai dit, des États [qui] sont unis. Aujourd'hui, le Conseil de sécurité est uni pour vouloir soutenir la route, le processus vers le retour de la paix en République démocratique du Congo.

Ces partenaires ne sont pas inactifs et je trouve même qu'il faut dire que dans un contexte où il y a des crises qui occupent le devant de la scène, comme l'Ukraine, comme Gaza, je peux vous dire qu'il continue d'y avoir un engagement d'État au plus haut niveau, au niveau des chefs d'État. Et pas un engagement épisodique, un engagement régulier sur la situation de la République démocratique du Congo et de la part d'État très influent parmi les plus influents. Donc, ceci pour vous dire que c'est un travail collectif et ce travail collectif, il existe. Je ne minimise pas du tout les défis, les problèmes qui restent à régler, mais je veux quand même le répéter, la République démocratique du Congo n'est pas seule.

Question 9

Zapni Ngevede/ Kivu Morning Post : Bienvenue encore une fois à Goma. Je crois que le général de la FIB, le général de brigade, Alfred Matambo l'avait souligné que « la désinformation est l'un des principaux obstacles aux opérations de maintien de la paix en RDC ». Que fait concrètement la MONUSCO ou alors les Nations Unies pour essayer un peu de lutter contre ce fléau ?



Organisation des Nations Unies

Secrétaire général adjoint des Nations Unies aux Opérations de paix [Jean-Pierre Lacroix] :

Oui, vous avez raison, la désinformation est une arme qui est utilisée avec des moyens de plus en plus importants et ça va continuer, ça va même s'étendre encore davantage, pas seulement en RDC, mais partout.

C'est une arme qui, non seulement affecte la vérité, le récit de ce qui se passe véritablement, mais c'est une arme qui tue, qui peut créer une fausse nouvelle en accusant tel ou tel. Ça crée des réactions retour et vous avez des phénomènes où ça se termine par des morts civiles. Ça se termine aussi parfois par des victimes du côté des collègues des Nations Unies.

Alors que faire ? Bon, je pense d'abord que c'est un travail collectif. Alors, je crois que c'est une bonne chose que vous posiez la question en tant que journaliste, parce que la responsabilité des journalistes est considérable. Et il vous appartient vraiment, je sais que ce n'est pas toujours très facile, mais de dissocier précisément, de distinguer ce qui est désinformation et ce qui est la vérité, le fait réel. On a eu un exemple tout à l'heure avec l'histoire des Kényans, typiquement une affaire de désinformations.

Je note qu'il y a des variations pour ce qui concerne le sentiment anti-MONUSCO qui est pas mal alimenté, renforcé par des fake news, des désinformations. Je note qu'il y a des variations selon les régions, selon les zones où on se trouve. Je le dis parce que je pense qu'en Ituri ça a une prévalence bien moindre. Mais revenons à ce qui doit être fait, je pense que collectivement, il nous appartient d'abord d'être proactifs, à tous, d'être proactifs pour dire quels sont les faits, les vérifier bien sûr. Pour nous, évidemment, dire ce que nous faisons et montrer par les exemples très concrets, y compris d'ailleurs en vous associant encore une fois, je pense que c'est déjà fait, mais, en vous amenant sur le terrain et pour que vous voyiez exactement le travail qui est réalisé. Je crois aussi qu'il faut développer une connaissance technique des nouveaux moyens de propagation, mais aussi de réponse, propagation de l'information, réponse à la désinformation.

Nous avons au niveau du maintien de la paix une stratégie digitale qui comprend un programme de lutte contre la désinformation. Et il y a un élément de formation, un élément lié aux techniques, à la proactivité de la communication. Mais je pense qu'il faut aussi un état d'esprit différent, parce que comme je l'ai dit, c'est une arme, la désinformation, il faut considérer qu'on y répond comme on pourrait répondre à tout autre armement. Et la meilleure manière de se défendre, c'est d'être proactif dans ce genre de situation. Donc, merci de poser la question parce que je crois qu'il est très important, surtout dans le contexte que connaît l'Est de la RDC, de renforcer les efforts pour lutter contre la désinformation qui affecte tout le monde.

Elle nous affecte, bien sûr, mais en réalité elle affecte tout le monde. Surtout, elle affecte les efforts de paix. C'est ça qui est important.

Modératrice : merci d'être venu pour cette conférence de presse qui prend fin maintenant. À bientôt ! Merci !



Organisation des Nations Unies

Secrétaire général adjoint des Nations Unies aux Opérations de paix [Jean-Pierre Lacroix] :
J'ai oublié de vous dire que nous avons aussi rencontré le président de l'Assemblée nationale dans toutes les rencontres que nous avons eues. Voilà !